

Idées & Opinions

Opinion.

L'ISF pour tous

Réduire ou supprimer l'ISF ? Sortons de ce débat stérile. Une seule solution : l'ISF pour tous

Campagne présidentielle oblige, il est question de l'ISF avec plusieurs semaines d'avance sur le calendrier habituel. Cette année, nous n'aurons donc pas à attendre le printemps pour une fois encore nous interroger sur la réforme de cet impôt. Ainsi avec un peu d'avance sur les années précédentes, l'ISF continue à rythmer agréablement nos vies. Bien sûr, il y a une certaine frustration pour tous. Ceux qui payent l'ISF sont déçus de constater qu'il ne se passe rien ou presque. Ceux qui en sont dispensés sont encore plus déçus : ils s'imaginent qu'il se passe quelque chose et qu'on a fait un cadeau aux riches. Aussi agréable que soit ce paisible ballet, il est donc sans doute temps d'en sortir. Il est peut-être audacieux de proposer une solution à un problème aussi épineux. Mais une piste, au moins, n'a pas encore été explorée. Jusqu'à aujourd'hui, il n'a somme toute jamais été question que de réduire ou de supprimer l'ISF. Et s'il fallait au contraire l'étendre et l'étendre non pas à une catégorie encore limitée de contribuables, mais à tous les contribuables ?

« Avec l'ISF pour tous, il n'y aura plus qu'une seule catégorie de Français, ce qui ne manquera pas de contenter notre goût bien connu pour l'égalité. »

Une telle proposition risque bien sûr de susciter des oppositions. L'ISF est justement un impôt sur la fortune. Par définition, tous les Français ne sont pas riches, et il peut sembler surprenant de vouloir les soumettre à un impôt qui ne devrait pas les concerner. Une telle objection ne tient pas. Si la plupart des Français ne sont pas riches, c'est que l'on compare les Français entre eux alors que c'est l'ensemble du monde qu'il faut prendre en compte. Et là, plus de doute possible, la plupart des Français sont riches, très nettement plus riches que la plupart des autres hommes et femmes. Pour beaucoup, cette richesse que les Français s'imaginent ne pas avoir constitue une aisance inaccessible, presque inimaginable. Mieux,

l'écart (en pourcentage) qui sépare, par exemple, le patrimoine d'un Français soumis à l'ISF de celui d'un Français qui ne le paye pas est infiniment moins élevé que celui qui sépare le patrimoine d'un Français de celui d'un Africain moyen.

Dans l'ISF, il y a aussi solidarité. Il suffira d'affecter le produit de cet impôt à l'aide au développement et la question de la solidarité sera réglée.

Naturellement, il y aura des cas particuliers et il faudra prévoir des abattements, des exemptions, des niches fiscales pour stimuler tel ou tel projet ou secteur qui en aurait besoin. Il faudra aussi réfléchir aux taux d'imposition, une progressivité raisonnable s'imposant bien entendu. Ces questions, purement techniques, ne devraient pas poser de problèmes majeurs puisque l'ISF existe déjà avec les instructions administratives nécessaires. Il n'y aura donc qu'à les compléter.

Une telle réforme aurait en plus des effets induits très positifs. En généralisant l'ISF, il faudrait créer de nouveaux postes de fonctionnaires pour établir et contrôler les déclarations qui verront leur volume exploser. Il faudra également m'im-

primer, envoyer et retourner des millions de formulaires, avec des notices d'explication. Il faudra sans doute plus de conseillers fiscaux et une bonne campagne d'information. Tout ceci sera excellent pour les imprimeurs, la Poste, les avocats, les agences de publicité et on en oublie sûrement.

Une telle réforme aurait aussi des effets positifs sur le moral de tous. Les Français soumis à l'ISF découvraient qu'ils sont riches alors que, probablement, beaucoup l'ignoraient, ce qui ne pourrait que les rendre plus confiants et plus optimistes, sentiments propices à stimuler l'esprit d'entreprise en particulier et la relance de

l'économie en général.

Cette réforme conduirait aussi à rétablir une forme de cohésion sociale. Avec l'ISF d'aujourd'hui, il y a deux catégories de Français : ceux soumis à l'ISF, qui forment une sorte de club fermé dont l'accès est difficile, et les autres, exclus du cercle des riches. Avec l'ISF pour tous, il n'y aura plus qu'une seule catégorie de Français, ce qui ne manquera pas de contenter notre goût bien connu pour l'égalité.

Enfin, aujourd'hui, la plupart des Français sont attachés à cet impôt comme ils sont attachés à la solidarité. On n' imagine donc mal que dans leur majorité ils puissent rejeter l'idée d'un ISF pour tous, au prétexte qu'ils seraient amenés eux aussi à y être soumis. Bien sûr, il y aura quelques grincheux pour le contester. Peut-être certains vont-ils s'installer à l'étranger. Mais on prétend souvent que l'émigration due à l'ISF n'a aucun effet économique. Si elle n'a aucun effet s'agissant de grandes fortunes, elle en aura d'autant moins s'agissant de plus petits patrimoines.

L'ISF pour tous est donc probablement une solution, voire la solution pour en finir avec les éternelles remises en cause de cet impôt. Curieusement, personne n'en a encore jamais parlé. Sans doute la crainte de rencontrer un trop grand succès en étendant un impôt aussi remarquable.



Par Bruno Pichard,
avocat